

saient aux Canadiens, il y a plusieurs mois, que nos marchés traditionnels n'étaient pas menacés, ils ne disaient pas la vérité, à mon avis. Ils savent maintenant, comme ils le savaient alors, que nos débouchés traditionnels, notamment nos marchés de Grande-Bretagne, n'ont jamais été plus gravement menacés.

Notre marché au Royaume-Uni ne cesse de s'effondrer depuis la fin de la guerre. Cela est vrai surtout de nos produits ouverts et transformés, sur lesquels nous comptons entièrement pour maintenir l'embauchage. Cela est vrai aussi des principaux articles de notre commerce d'avant-guerre: produits agricoles, produits forestiers, produits de la pêche. Nos exportations à la Grande-Bretagne ont fléchi en dépit des dons et prêts considérables consentis à ce pays. Elles ont fléchi bien que les Américains aient accordé sous le régime du PRE, d'importants secours à la Grande-Bretagne en vue de financer ses achats au Canada.

En réalité, le Royaume-Uni se procure aujourd'hui des pays de l'Europe occidentale plusieurs des produits qu'il avait coutume d'acheter au Canada. Les députés connaissent bien les causes de nos difficultés commerciales actuelles et je ne retarderai pas les travaux de la Chambre en les exposant. Avant la guerre, la Grande-Bretagne nous achetait trois fois plus que nous ne vendions, mais depuis, par suite des malheurs de la guerre, elle n'en est plus capable. L'amère réalité a contraint la Grande-Bretagne à acheter de ces pays qui sont disposés à acheter chez elle. Il n'est aucunement question d'ingratitude, comme ont voulu le laisser entendre certains honorables députés au début de la session. Tout simplement, elle n'a pas pu faire avec nous des échanges commerciaux comme avant parce qu'elle ne possède pas de dollars canadiens. A moins que nous ne puissions faire en sorte que l'Angleterre gagne plus de dollars canadiens, nos grands marchés essentiels iront sans cesse en déclinant.

Le ministre de l'Agriculture (M. Gardiner), le ministre du Commerce (M. Howe) et d'autres ministres ont affirmé au pays que tout allait bien, que nos marchés étaient assurés. Comment concilier ces déclarations avec certaines des déclarations faites par des fonctionnaires britanniques de passage chez nous? Étant au Canada il y a quelques mois, M. Harold Wilson, ministre britannique du Commerce, a déclaré, ainsi qu'en fait foi une dépêche de la Presse canadienne en date du 13 mai:

Nous savons que les dollars provenant du plan Marshall se feront progressivement plus rares d'ici 1952.

Ainsi donc, à moins que nous ne puissions augmenter nos recettes en dollars canadiens et américains plus rapidement que nos réserves de ces devises ne diminuent, nous ne pourrions pas ache-

[M. Thatcher.]

ter davantage du Canada, au contraire... le maintien du rythme actuel lui-même dépendra d'une forte augmentation de nos exportations à destination du Canada.

Le très honorable Ernest Bevin nous a dit exactement la même chose lors de son passage à Ottawa il y a quelques semaines. Le premier ministre Attlee, sir Stafford Cripps et d'autres hommes d'État anglais nous ont déclaré, non pas une fois mais à plusieurs reprises, que nous ne saurions éviter les conséquences fâcheuses de cette détérioration commerciale autrement qu'en achetant de plus fortes quantités de marchandises anglaises.

Hier soir, le ministre nous a dit que nos exportations avaient été plus considérables au cours des derniers douze mois que pendant toute période semblable dans le passé. C'est peut-être vrai, mais elles le sont parce que, d'abord, le Gouvernement a consenti des prêts et des crédits énormes, parce que, ensuite, les sommes dépensées au Canada sous le régime du PRE atteindront cette année, je crois, le montant de 800 millions de dollars; parce que, enfin, nous n'avons pas eu à faire face, ces dernières années, à la concurrence de l'Allemagne, du Japon et de la Tchécoslovaquie.

On cessera probablement l'aide accordée en vertu du plan Marshall dans un avenir prochain, tandis que par ailleurs la concurrence des pays dont je vous ai parlé s'accroîtra graduellement. Notre situation commerciale ne doit certes pas nous laisser indifférents. Dans son discours d'hier soir, même le ministre s'est empressé de déclarer inévitable un fléchissement de nos exportations.

Je crois que le Gouvernement a cherché d'autres débouchés pour nos produits de base, surtout aux États-Unis. Cependant, malgré ces démarches, on peut supposer à coup sûr que nos meilleurs débouchés pour le bois d'œuvre, le blé, les produits agricoles, les fruits et autres denrées semblables continueront d'être en Grande-Bretagne. Une des façons de protéger ce marché, c'est d'accroître les importations britanniques. Il me semble que le Gouvernement a fait preuve de beaucoup d'indifférence à trouver des moyens d'accroître ces exportations.

Hier soir, le ministre a consacré une quinzaine de minutes à nous parler de la gravité de la situation commerciale. Il nous a dit pourquoi certaines mesures sont devenues nécessaires en vue d'accroître nos importations britanniques. Il nous a appris que les pays liés au dollar devraient supprimer les obstacles douaniers. Puis, soudainement, au moment où nous pensions qu'il nous ferait part des mesures que le Gouvernement entendait prendre, il a passé à un autre sujet et s'est contenté de dire: "Voilà ce que nous ne devons jamais perdre de vue"; le Gouverne-